

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/L/179

11 octobre 1996

(96-4173)

CONSEIL INTERNATIONAL DE LA VIANDE

Rapport à la Conférence ministérielle de Singapour

L'Accord international sur la viande bovine est entré en vigueur le 1er janvier 1995. Au 11 juin 1996, les Parties à l'Accord étaient les suivantes: Afrique du Sud, Argentine, Australie, Brésil, Bulgarie, Canada, Colombie, Communautés européennes (15), Etats-Unis, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, Paraguay, Roumanie, Suisse et Uruguay. D'autres Membres et des organisations intergouvernementales sont représentés aux réunions par des observateurs.

Le Conseil international de la viande s'est réuni les 21 et 22 juin 1995 et le 11 juin 1996. A sa première réunion, le Conseil i) a adopté son règlement intérieur (IMA/1) et est convenu de tenir une réunion ordinaire au mois de juin de chaque année; ii) a adopté des modèles pour le questionnaire sur les politiques intérieures (IMA/2) et le questionnaire statistique (IMA/3); iii) est convenu que les gouvernements ayant le statut d'observateur seraient invités à répondre, s'ils le souhaitent, au questionnaire statistique et au questionnaire sur les politiques intérieures; et iv) a adressé au Centre du commerce international (CCI), à la CNUCED, à la Commission économique pour l'Europe (CEE) de l'ONU, à la FAO et à l'OCDE une invitation permanente à participer à ses réunions en qualité d'observateurs.

Conformément à l'article IV:1 de l'Accord international sur la viande bovine, le Conseil a examiné à ses réunions la situation et les perspectives de l'offre et de la demande mondiales dans le secteur de la viande bovine en se fondant sur des notes établies par le Secrétariat (IMA/W/1 et IMA/W/7), ainsi que sur les réponses aux questionnaires présentées par les Parties. Les Parties ont également procédé à un échange de vues général sur le fonctionnement de l'Accord à la lumière de l'expérience acquise dans le cadre de l'Arrangement relatif à la viande bovine et des résultats du Cycle d'Uruguay. A sa réunion de juin 1996, le Conseil a invité le Président à engager des consultations informelles sur diverses questions, y compris l'avenir de l'Accord.